

Lukas Guidon, Marcel Ivan Raas, René Mégroz

Du courage de dire non

Pour information: FMGS (médecins de premier recours indépendants Suisse) – Réponse à la réplique de Johannes Brühwiler¹

Nous ne pouvons qu'exprimer notre étonnement. Pour combien de temps encore et combien de coups allons-nous encore devoir encaisser, nous médecins, afin de rester sagement sur le chemin de la vertu – et donc du compromis politique? Il est à présent évident – surtout pour ceux qui souhaitent en prendre conscience – que la voie des négociations ou de la protestation (manifestations, écrits) n'a jusqu'à présent mené qu'à une détérioration supplémentaire de nos conditions de travail et des soins médicaux de base.

Le jour où des démarches utiles seront amorcées par les organismes compétents, elles ne seront pas l'aboutissement de nos négociations mais la conséquence d'une crainte concrète de la perte des soins médicaux de base acquis, car ceux-ci auront presque totalement disparu à ce moment-là. Prenons l'exemple de l'Angleterre: ce n'est qu'après que les dommages étaient évidents que des mesures ont été prises, passant par une amélioration considérable de la condition des médecins assurant les soins médicaux de base. Cela implique que durant plusieurs décennies, les soins médicaux de base étaient insuffisants et étaient assortis d'un grand nombre d'inconvénients individuels et de sacrifices de la part des patients. Nous suivons directement ce chemin, qui est d'ailleurs déjà tout tracé en Allemagne.

L'article de P. Meier, licencié en droit, auquel Johannes Brühwiler fait référence, contribue pour ainsi dire à notre perte, dans le sens où il nous décourage de dire une bonne fois pour toutes «Non»: non à une coopération destructrice, non à la détérioration des soins médicaux de base. Or, nous nous sentons responsables de la préservation d'un système de soins de base de bonne qualité et solide en Suisse.

En outre, la pleine mesure des conséquences de la résiliation d'une grande partie du système des soins médicaux de base n'a pas été prise. Il est vrai que le gouvernement peut fixer un tarif de manière temporaire. Néanmoins, après un an tout au plus, une autre solution devra avoir été trouvée. C'est ce point précis que nous soulignons, nous souhaitons insister sur l'établissement de solutions dans ce «tissage dense de réglementations».

Johannes Brühwiler propose la voie politique. La résiliation est justement un moyen politique dans la mesure où elle permet de rompre les accords inutilisables. Pourquoi nous est-il si difficile de la mettre en pratique et de dire non? Quelles sont les limites de notre capacité à endurer la souffrance?

Une autre voie politique prônée est celle de l'initiative des médecins de famille, dont nos successeurs pourront peut-être récolter les fruits. Toutefois, nous estimons que cette voie politique mènera à un résultat tout autre: nos successeurs nous maudiront pour l'abandon de la profession libérale et la préparation d'une étatisation des soins médicaux (de base). Ici, dans les villes de Winterthur et Zurich, nous sommes bien placés pour savoir ce que cela signifie de lutter afin de récupérer des compétences professionnelles (remise de médicaments) compromises. De surcroît, l'énigme demeure quant à savoir pourquoi, grâce à l'initiative, plus de médecins se formeraient aux soins médicaux de base et comment cette initiative devrait permettre d'augmenter les moyens mis à disposition. La présentation de l'initiative comme voie politique dont les répercussions seraient uniquement positives d'ailleurs l'inconvénient d'être à l'origine d'un contre-projet élaboré par le Conseil fédéral, qui doit bien sûr également être décliné. Il nous révèle le point de vue des instances politiques en ce qui concerne les soins médicaux de base. C'est justement pour cette raison qu'un noyau solide de professionnels libéraux est nécessaire pour assurer les soins de base. Cela garantit les soins et la prévisibilité à long terme nécessaires et constitue une voix s'opposant à la médecine d'État qui s'annonce, car les médecins libéraux sont prêts à dire: «Non merci, ce sera sans nous!».

Nos successeurs nous maudiront pour l'abandon de la profession libérale et la préparation d'une étatisation des soins médicaux (de base).

Correspondance:
Dr René Mégroz
Facharzt für Allgemeinmedizin FMH
Aktuar FMGS
Untertor 39
8400 Winterthur

¹ Brühwiler J. Résilier et sortir du système – et après? Réplique à: Guidon L, Mégroz R, Raas MI. Pour information: FMGS. PrimaryCare. 2011;11(10):180-1.